

### *Le budget*

leurs chèques dans le cadre du programme pluriannuel d'aide aux victimes de la sécheresse.

Enfin, je voudrais parler de la fausse impression que nous n'avons pas fait notre part, que le gouvernement fédéral n'a pas réduit suffisamment son propre budget.

Nous avons retranché 12 000 années-personnes de la fonction publique. Nous gouvernons dans les années 90 avec le même nombre d'employés qu'en 1973 parce que nous gérons plus efficacement. Le pourcentage du PNB que représente le déficit baisse chaque année depuis 1984, ayant passé d'un maximum de presque 10 p. 100 à moins de 4 p. 100. Chaque année, nous réussissons à maintenir la croissance de nos dépenses au-dessous du taux d'inflation.

Notre bilan est meilleur que celui de chacune des provinces et même que celui du secteur privé. Je tiens toutefois à mentionner le gouvernement du Manitoba, qui a affiché un des plus faibles taux d'augmentation de ses dépenses de programmes.

Le gouvernement fédéral a fait sa part pour réduire le déficit, comme en témoigne notre peu de popularité.

En conclusion, le budget est exigeant mais juste et il promet des récompenses tangibles, c'est-à-dire une économie plus vigoureuse et une sécurité financière accrue pour tous les ordres de gouvernement et tous les Canadiens. Il offre un avenir prometteur à nos enfants.

**M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir participer au débat sur le deuxième budget du gouvernement conservateur depuis mon élection. Il y a beaucoup de choses à dire à propos de ce budget. Je voudrais les regrouper sous le thème général de la gestion fiscale, qui brille en fait par son absence depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement.

Le ministre des Finances fêtera bientôt le sixième anniversaire de sa nomination à ce poste. Ce qu'il nous a présenté le 20 février est digne d'un homme qui n'a jamais appris les rudiments du métier ou qui s'est découragé en cours de route.

Je travaillais pour le gouvernement fédéral à Ottawa lorsque le ministre des Finances a rendu public son programme de renouveau économique, le 8 novembre 1984. On y lisait ce qui suit:

La dette publique croissante est devenue un lourd handicap pour le progrès économique et l'obstacle le plus sérieux à la croissance. La persistance de déficits élevés et l'accroissement de la dette mineront de plus en plus la confiance, pousseront les taux d'intérêt à la hausse et diminueront les perspectives de croissance. En outre, ils réduiront de plus en plus la capacité du gouvernement fédéral de s'acquitter de ses responsabilités de gestion globale et d'orientation efficace de l'économie.

Le document mettait en garde contre les effets qu'aurait la dette si elle atteignait le niveau redoutable de 400 milliards de dollars en 1990-1991, ce que le ministre entrevoyait comme une situation inacceptable. Il a promis un leadership robuste en vue de s'attaquer au problème de la dette publique et de réduire les déficits élevés.

Il est vrai que les déficits des deux ou trois années précédentes avaient été élevés parce que le gouvernement libéral s'efforçait d'aider les Canadiens à traverser la pire récession qu'on ait connue depuis la guerre, une récession mondiale qui marquait l'aboutissement de pressions inflationnistes profondément ancrées, dont les deux célèbres chocs pétroliers des années 70.

• (1825)

Même si la conjoncture économique internationale n'était pas favorable au Canada tout au long des années 70, les déficits budgétaires annuels n'ont jamais été aussi constamment élevés, ni en termes absolus ni en pourcentage du PIB, que depuis les cinq années que le gouvernement conservateur actuel est au pouvoir. Les gouvernements libéraux qui l'ont précédé avaient commencé à renverser la tendance économique et à réduire le chômage et l'inflation.

De plus, comme le cours mondial du pétrole était à la baisse et que l'économie américaine connaissait une forte croissance, il était relativement facile pour le gouvernement de profiter d'une économie généralement stable, grâce surtout aux tendances internationales plutôt favorables.

Comme ne l'ignore pas le ministre des Finances, c'était en plein le moment d'annuler les déficits, de réduire la dette nationale et de permettre à des taux d'intérêt peu élevés d'alimenter la relance. Mais qu'ont fait le ministre des Finances et ses collègues au cours de cette période? Ils se sont amusés, ils se sont agités, ils se sont emportés et ils ont haussé les impôts 31 fois, accroissant alors les recettes du gouvernement de plus de 170 milliards de dollars.

Qu'est-il advenu de la dette nationale? Elle a tout bonnement grandi et grossi. Au cours des cinq dernières années et jusqu'aux prévisions du plan financier de 1989 pour 1991, elle est passée à quelque 379 milliards de dollars—soit presque les 400 milliards que le ministre des Finances avait envisagés en 1984, dans ses prévisions les plus pessimistes.

Qu'a fait le ministre des Finances depuis? Il a accordé de plus en plus de dégrèvements fiscaux à ses petits copains du monde des affaires tout en haussant les impôts des Canadiens ordinaires. Il a promis aux militaires des jouets coûteux, tels les sous-marins nucléaires. Il a promis d'investir des milliards de dollars dans des mégaprojets énergétiques. Il a promis de maintenir le programme d'assurance-chômage et d'investir dans un nouveau pro-